



LETTRE D'INFORMATION DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN TUNISIE

POINT DE VUE



Laura BAEZA
Ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie

Bienvenue !

C'est avec plaisir que je vous invite à découvrir ce premier numéro de la lettre d'information de l'Union européenne en Tunisie, à paraître tous les deux mois. Pourquoi cette lettre ? Tout simplement parce que l'Union européenne, voisine et amie de la Tunisie, apporte une aide essentielle pour la réussite de la transition démocratique du pays où est né le « printemps arabe ».

L'action de l'UE en Tunisie doit être expliquée et sortir des cénacles de spécialistes: il ne suffit d'être présents, il faut expliquer le sens de nos actes, apporter au lecteur les moyens de comprendre et de « décrypter » notre politique.

En effet, si l'importance des échanges commerciaux entre la Tunisie et l'UE, ainsi que des investissements européens dans le pays, vient vite à l'esprit - l'UE absorbe presque les trois quarts des exportations tunisiennes, 300.000 emplois sont créés en Tunisie grâce aux 3.000 entreprises européennes installées dans le pays - peu de tunisiens et d'européens savent que l'action de l'UE ne se limite pas à ceci.

L'UE est en Tunisie un acteur majeur grâce à l'importance du dialogue politique et de sa coopération financière. Quelques exemples.

Février 2015 aura ainsi vu la reprise du dialogue politique, avec la visite de la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, qui a rencontré le Président de la République, S.E. M. Béji Caïd Essebsi, le Chef du gouvernement Habib Essid, et le Ministre des affaires étrangères Taieb Baccouche, ainsi qu'un groupe de représentants de la société civile. Il s'agissait de la première visite d'un haut dignitaire européen après la formation du Gouvernement Essid.

Quelques jours plus tard, la venue du directeur voisinage sud de la Commission européenne, Michael Köhler, a permis de faire le point sur la coopération entre l'Union européenne et la Tunisie, et de recueillir des idées et des projets pour l'avenir. En 2014, la Tunisie a ainsi bénéficié

de 169 millions d'euros de dons de l'UE et de 300 millions d'euros de prêts. Par-delà ces montants, la coopération UE-Tunisie est très concrète: la visite de M. Köhler a été l'occasion, par exemple, de célébrer la réhabilitation des quartiers populaires de Saida Ennacim et Erriadh, dans le gouvernorat de la Manouba.

En 2015, l'accent sera également mis sur nos valeurs communes, en particulier grâce à un programme de 7 millions d'euros consacré aux droits des femmes, que j'ai tenu à mettre à la une à l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes pour l'égalité des droits. Derrière ces visites de haut niveau et ces projets ambitieux, chacun aura compris que, dans le voisinage sud, c'est aujourd'hui la Tunisie qui fait figure de championne et d'espoir.

Ces visites - détaillées dans ces quelques pages - s'inscrivent aussi dans le contexte plus large de la réflexion qui a lieu actuellement à Bruxelles sur le devenir de la politique européenne de voisinage. Un Livre vert vient d'être adopté, lançant une vaste réflexion sur le devenir des relations entre l'Union européenne, le Maghreb, le Mashreq, le Proche Orient, le Sud Caucase, et l'Est européen. Parce que la politique européenne de voisinage ne doit pas être à sens unique, il est essentiel que les voisins de l'UE, au premier rang desquels la Tunisie, prennent pleinement part aux débats et à la définition du nouveau cadre de relations de l'UE avec son étranger proche.

2015 sera, je l'espère, une année riche de débats et d'échanges entre l'Union européenne et la Tunisie, ses think tanks, ses associations, et plus largement tous ceux qui veulent concourir à renforcer et approfondir les relations entre les deux rives de la Méditerranée. C'est l'ambition de cette lettre d'information de contribuer à animer ce débat.

La Tunisie, amie de longue date de l'Union européenne et des européens, est l'objet de toutes nos attentions! Bonne lecture, rendez-vous dans deux mois!

RUBRIQUE

ZOOM SUR

EN BREF

INTERVIEW

PROJETS À LA UNE

LE CHIFFRE

AGENDA



Première visite de Federica Mogherini au Maghreb : la Tunisie à l'honneur !



Federica Mogherini avec le Président de la République Béji Caïd Essebsi

Madame Federica Mogherini, Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne a effectué ces 12 et 13 février sa première visite officielle en Tunisie. Cette visite est la première d'un haut responsable européen depuis la formation du gouvernement Essid.

« C'est important pour moi de visiter officiellement la Tunisie comme premier des pays d'Afrique du Nord, en accomplissant mes nouvelles responsabilités, comme représentante de l'Union européenne pour lancer un signal fort et important de la coopération étroite entre l'Union européenne et la Tunisie ».

Mme Mogherini a rencontré le Président de la République, Béji Caïd Essebsi, le Chef du gouvernement Habib Essid, et le Ministre des Affaires étrangères Taieb Baccouche, ainsi que des représentants de la société civile.

Des défis tunisiens à la crise libyenne, une visite à l'agenda chargé

« Le chemin parcouru par la Tunisie en 2014 est sans précédent. Cet exemple peut inspirer et susciter ailleurs l'espoir de plus de liberté et de démocratie. L'UE est décidée à soutenir les Tunisiens dans la poursuite de leurs objectifs : consolider les acquis démocratiques, assurer la sécurité dans le respect des libertés fondamentales, et entreprendre les réformes socio-économiques nécessaires pour faire de la Tunisie un pays plus prospère et plus juste », a déclaré Mme Mogherini.

Cette visite a permis d'aborder les défis majeurs de la transition politique et économique, ainsi que les grands dossiers du Partenariat privilégié entre la Tunisie et l'UE. La lutte contre le terrorisme et la crise libyenne ont également été discutées. Sur cette question, Federica Mogherini a particulièrement insisté sur la collaboration avec l'émissaire spécial des Nations Unies pour la Libye Bernardino Leon. Il était nécessaire de parler d'une seule voix « pour faire en sorte que le dialogue interne en Libye mène à un résultat de paix et de sécurité et d'unité du pays », a ainsi assuré la haute représentante.

2015 : poursuite et renforcement de l'aide européenne

Federica Mogherini a évoqué avec les nouvelles autorités les priorités gouvernementales, le soutien actuel de l'UE et les projets envisagés pour 2015, qui sont particulièrement ambitieux: appui à la réforme du

secteur de la sécurité, développement régional, formation professionnelle seront à l'honneur. Elle a aussi confirmé la poursuite de l'effort financier de l'UE, à la hauteur des progrès réalisés et des défis à affronter. Cette aide viendra en appui des stratégies sectorielles définies par les autorités tunisiennes.

La jeunesse tunisienne, préoccupation majeure de l'Union européenne

Federica Mogherini a tenu à réaffirmer son soutien à la jeunesse tunisienne lors d'un point de presse dédié à l'aéroport de Tunis-Carthage, le 13 février. L'occasion pour la haute représentante de redire que la jeunesse tunisienne était une « préoccupation majeure » pour l'Union européenne. « La Tunisie est un pays d'espoir pour les jeunes de la région » et sa société civile est « considérée comme l'une des plus fortes et des plus dynamiques », a-t-elle déclaré.

Vers des négociations pour un Accord de libre-échange complet et approfondi

Sur le volet commercial, Federica Mogherini a proposé à la Tunisie d'avancer sur les dossiers de la relation bilatérale qui peuvent bénéficier concrètement aux citoyens tunisiens, en particulier l'ouverture des négociations d'un possible futur « Accord de libre-échange complet et approfondi ». Mme Mogherini a également invité les autorités tunisiennes à poursuivre les discussions sur le Partenariat de mobilité qui prévoit notamment des mesures de facilitation des visas.

EN BREF

27 FÉVRIER 2015 - VISITE DE GILLES DE KERCHOVE, COORDINATEUR DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME. FACE À CETTE MENACE COMMUNE, L'UE ET LA TUNISIE RENFORCENT LEUR COOPÉRATION ET LE DIALOGUE, DANS LE RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT.

www.eeas.europa.eu/delegations/tunisia/documents/press_corner/cp_terrorisme_fev2015_fr.pdf



DANS LE CADRE DES JOURNÉES EUROPÉENNES DU DÉVELOPPEMENT, L'UE RECHERCHE 12 JEUNES ÂGÉS DE 21 À 26 ANS REPRÉSENTANT L'IMPACT DE LA JEUNESSE DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT

www.eudevdays.eu/futureleaders



LE PROJET EMEY SOUTIEN EN 2015-2016 LES JEUNES PROFESSIONNELS VOULANT CRÉER UNE ENTREPRISE VIA LA MISE EN RÉSEAU, LA FORMATION ET L'APPORT D'UN SOUTIEN SPÉCIFIQUE.

www.italafricacentrale.com/emey



L'UE AUGMENTE EN 2015 LES EXPORTATIONS TUNISIENNES D'HUILE D'OLIVE POUR SOUTENIR LES PRODUCTEURS. CE RÉAMÉNAGEMENT ACCROIT L'EXPORTATION MENSUELLE TOUT EN EXEMPTANT CE PRODUIT DES DROITS DE DOUANE VERS L'UE.





Michael Köhler
Directeur de la politique
de voisinage sud
à la Commission européenne

Du 26 au 28 février dernier, Michael Köhler, directeur de la politique de voisinage sud à la Commission européenne était en déplacement officiel en Tunisie. Il a répondu à nos questions.

Tout d'abord, qu'est-ce que la Politique européenne de voisinage ?

M.K. : La politique européenne de voisinage (PEV) répond à la nécessité pour l'Europe d'entretenir de bonnes relations avec ses pays voisins pour promouvoir la prospérité, la stabilité et la sécurité à ses frontières. Nous partons du principe que si tout va bien dans ces pays, il en sera de même en Europe. Actuellement, nous comptons 16 pays partenaires à l'Est et au Sud de l'UE, dont la Tunisie.

Quelle place occupe la Tunisie dans cette politique ?

M.K. : Pour des raisons historiques, économiques et sociales, la Tunisie est importante. De nombreuses entreprises européennes y sont implantées dans des domaines d'activités variés et de nombreux tunisiens résident en Europe. Appuyer les réformes du pays et accompagner celui-ci dans son processus démocratique est une de nos priorités.

Et financièrement, pouvez-vous nous en dire plus ?

M.K. : En 2014, l'enveloppe allouée à la Tunisie s'élevait à 169 millions d'euros. Alors que son budget est resté stable, l'UE a doublé le montant de l'aide en cinq ans. En outre, depuis le changement politique, la coopération s'est intensifiée et élargie à l'ensemble de la société civile.

Parlez-nous du rapport 2014 de la PEV, à paraître en mars 2015 ?

M.K. : La PEV est mise en place par un plan d'action c'est-à-dire un accord politique entre l'UE et le pays bénéficiaire planifiant les réformes socio-économiques à entreprendre. La réalisation des objectifs est mesurée par un rapport annuel, rendu public. Ceci permet d'évaluer et d'émettre une appréciation sur la qualité du partenariat dont les allocations dépendent en partie, depuis la réforme 2014, du système de programmation. La Tunisie s'est positivement démarquée et, de ce fait, on peut supposer qu'en 2015 l'UE s'engagera sur un soutien financier au moins équivalent à celui de 2014.

Quel avenir pour la PEV ?

M.K. : Le 4 mars dernier la Commission européenne a adopté un Livre Vert sur le devenir de la PEV. L'objectif de cette feuille de route est de mener durant 2015 dans l'UE mais aussi avec et chez nos voisins un dialogue avec le monde politique, le milieu économique, la société civile et les think tank des pays bénéficiaires pour faire un bilan critique de cette politique. Nos voisins ont ainsi la possibilité de définir et de proposer le modèle de développement et les types de partenariats qu'ils désirent mettre en place avec l'UE. J'appelle de tous mes vœux à ce que la Tunisie participe activement à ce débat.

eeas.europa.eu/enp/index_fr.htm
livre vert: [//ec.europa.eu/enlargement/neighbourhood/consultation/consultation_french.pdf](http://ec.europa.eu/enlargement/neighbourhood/consultation/consultation_french.pdf)

Réhabilitation et intégration des quartiers populaires : l'UE met sa pierre à l'édifice !

Le 26 février dernier, les quartiers « Saïda-Ennacic » et « Erriadh » situés dans la Délégation de « Oued Ellil » (gouvernorat de la Manouba) étaient inaugurés par S.E. Mohamed Salah Arfaoui, Ministre tunisien de l'Équipement de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire et Michael Köhler, Directeur de la Politique de voisinage Sud à la Commission européenne.

Au quartier « Saïda-Ennacic » (zone de 65 ha abritant environ 3500 logements pour 12500 habitants) l'achèvement des travaux de voirie, d'infrastructures (drainage des eaux pluviales et assainissement des eaux usées grâce à une station de pompage) et d'éclairage public a été salué.

La rénovation de ces quartiers s'effectue dans le cadre du Programme de Réhabilitation et d'Intégration des Quartiers d'Habitation (PRIQH) lancé en 2012 par les autorités tunisiennes. Ce programme concerne 119 quartiers répartis sur 50 communes et conseils régionaux, regroupant environ 133 000 logements et abritant 685 000 habitants. Les zones à réhabiliter ont été identifiées par l'Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine (ARRU), les besoins portant sur l'amélioration de l'habitat et des infrastructures de base, la création d'équipements socio-collectifs et de locaux industriels. Ce programme - dont le coût total est estimé à 217,5 millions d'euros - est cofinancé par l'Etat tunisien (84,5 millions) avec l'aide de l'Union Européenne (33 millions d'euros), de l'Agence Française de Développement (30 millions d'euros) et de la Banque Européenne d'Investissement (70 millions d'euros).

Avec cette action - qui ne représente qu'une partie de l'aide à l'UE aux quartiers, laquelle s'élève au total à 69 millions d'euros - l'UE met l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des tunisiennes et des tunisiens, par la réhabilitation et le désenclavement de quartiers populaires défavorisés.

www.arru.nat.tn

PROJET À LA UNE



Réhabilitation du quartier El Khadra à Béja - avant / après



Réhabilitation du quartier Sidi Hcine à Tunis - avant / après

LE CHIFFRE

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET DROITS DES FEMMES : 7 MILLIONS D'EUROS POUR LE 8 MARS !

**7 millions €
pour l'égalité**

**homme-femme
en Tunisie**

Parce que l'Union européenne a fait du combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes un axe majeur de sa politique, conformément à ses valeurs fondamentales, il était normal que l'Union Européenne s'engage pleinement aux côtés de la société civile tunisienne et des autorités nationales pour faire de l'égalité homme-femme une réalité en Tunisie.

Ainsi, 2015 verra le lancement d'un programme « Promotion de l'égalité homme-femme en Tunisie », qui sera signé et mis en œuvre avec le Ministère de la femme, de la Famille et de l'Enfance dès le printemps 2015. Il s'agit véritablement d'un changement de dimension pour une aide réelle et ancienne en faveur des femmes tunisiennes, qui passait jusqu'ici par un soutien aux organisations de la société civile.

En effet, avec ce programme, qui s'inscrit dans le Cadre unique d'appui 2014-2015 et auquel l'UE consacrera 7 millions d'euros, ce sont les autorités tunisiennes qui s'engageront avec l'UE pour les femmes et contre les violences faites aux femmes. Ce programme traduit en actions concrètes les valeurs célébrées le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes.

Plus précisément, il s'agira de contribuer à la réalisation de l'égalité homme-femme en Tunisie par la réduction des inégalités aux niveaux national, régional et local. Le rôle essentiel acquis par la femme tunisienne dans la société sera consolidé. Parallèlement, un soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique du genre pour promouvoir l'égalité entre les sexes sera apporté par l'UE.

Techniquement, cette action comprendra trois volets : renforcement du Secrétariat d'Etat de la Femme et de la Famille et de ses partenaires dans l'approche genre, amélioration de la participation de la femme dans la vie économique et publique, et lutte contre les discriminations et les violences faites aux femmes.

Outre ce nouveau programme, le soutien apporté par l'Union européenne aux organisations de la société civile tunisienne se poursuit. Parce que les organisations de la société civile sont, jour après jour, actives sur l'ensemble du territoire tunisien, au plus près des réalités quotidiennes, un soutien demeure en effet indispensable. A ce jour, 14 actions sont mises en œuvre.

eeas.europa.eu/delegations/tunisia/press_corner/all_news/news/2014/genre_fr.htm

AGENDA

17 MARS 2015

11^{ème} Conseil d'Association UE-Tunisie à Bruxelles

24 MARS - 28 MARS 2015

Forum social mondial - Campus El Manar Tunis

27 MARS - 5 AVRIL 2015

Foire internationale du livre de Tunis (Parc des expositions du Kram)

7 AVRIL - 10 AVRIL 2015

Visite de la Délégation Maghreb du Parlement européen présidée par M. Pier Antonio Panzeri

13 AVRIL 2015

Conférence ministérielle informelle UE-Pays du Voisinage Sud à Barcelone sur la révision de la politique européenne de voisinage

Contacts

BP 150 - 1053
Tunis - Tunisie
Tél. : + 216 71 960 330
Fax : + 216 71 960 302
Delegation-Tunisia@eeas.europa.eu

Les links

eeas.europa.eu/delegations/tunisia/eu_tunisia

nous suivre aussi sur :



Directeurs de la publication : Armelle Lidou et Patrice Budry